

Unité Départementale des Côtes d'Armor

Plérin, le 4 mai 2022

11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AFM RECYCLAGE**

ZI des Châtelets  
22440 PLOUFRAGAN

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté ZI des Châtelets 22440 PLOUFRAGAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite au contrôle conjoint avec la gendarmerie de Lamballe d'une société exerçant une activité illégale de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de Pommeret, l'exploitant de cette société illégale a informé la DREAL qu'il envoyait ses véhicules dépollués sur le site autorisé et agréé de AFM Recyclage à Ploufragan.

AFM Recyclage étant une installation classée à enjeux suivie par l'UD DREAL des Côtes d'Armor, une inspection inopinée a été programmée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AFM RECYCLAGE
- ZI des Châtelets 22440 PLOUFRAGAN
- Code AIOT dans GUN : 0005500303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AFM Recyclage, filiale du groupe Derichbourg, est autorisée par arrêté préfectoral pour une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et une installation de stockage, démontage et dépollution de véhicules terrestres hors d'usage. Elle est également agréée "Centre VHU".

Elle est implantée dans la zone industrielle des Châtelets sur la commune de Ploufragan.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traçabilité des déchets entrants

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle         | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----------------------------------|--|--|-------------------|
| Registre et traçabilité VHU      | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44 | /  | Sans objet        |
| Traçabilité des déchets entrants | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1  | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                 | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Registre et traçabilité déchets entrants | Code de l'environnement du 19/04/2022, article R.541-43 | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à cette inspection, il a été constaté que le site AFM Recyclage à Ploufragan accepte des VHU ayant déjà été dépollués par des sociétés non autorisées et non agréées.

De ce fait, il a été constaté que son registre VHU n'est pas correctement renseigné par rapport à l'exactitude de la nature et des quantités des déchets issus de la dépollution reprise par la société AFM Recyclage.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Registre et traçabilité VHU**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li></ul>   |
| <p><b>Constats :</b> Le registre VHU informatique a été consulté le jour de la visite sur site. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis post-inspection le 21/04/2022 des extractions du registre VHU de 2019 à avril 2022.</p> <p>Le registre comporte l'ensemble des éléments demandés, excepté l'adresse de la personne expéditrice. Le registre comporte l'adresse du dernier détenteur du véhicule apporté. Dans la majorité des cas, l'expéditeur et le détenteur sont la même personne. Cependant, il a été constaté dans la consultation du registre que dans quelques cas, l'expéditeur est différent du dernier détenteur. Dans ces cas là, l'exploitant devra renseigner l'adresse de l'expéditeur.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un K-bis ou coordonnées pour les personnes physiques sont demandées à la personne apportant les VHU.</p> <p>L'inspection sur le site d'AFM Recyclage à Ploufragan faisant suite à un contrôle d'une société exerçant une activité de dépollution illégale, il a été contrôlé la traçabilité des déchets issus de la dépollution de quelques VHU apportés par cette société illégale.</p> <p>2 VHU constatés sur le site illégal en cours de dépollution et 1 VHU totalement dépollué sur le site illégal ont été retrouvés dans le registre VHU. Les différentes catégories de déchets (batterie, composants dangereux, huile moteur et boîte de vitesse, carburant...) étaient renseignés avec une quantité alors qu'il a été constaté le retrait des moteurs, batteries, fluides... sur ces véhicules sur le site illégal.</p> <p><b><u>Demande n°2022-01 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'exploitant devra renseigner l'adresse de la personne expéditrice dans son registre papier lorsque celle-ci est différente du dernier détenteur du véhicule apporté ou fournir la justification que cette adresse est bien renseignée dans son registre informatique.</li><li>- Suite au contrôle, l'exploitant devra veiller à renseigner la nature et la quantité des déchets réellement générés de la dépollution des VHU apportés sur le site.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Registre et traçabilité déchets entrants

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/04/2022, article R.541-43  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.<br>[...] |
| <b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis son registre déchets entrants de 2020 à avril 2022.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets entrants**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.<br>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :<br>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet [...] ;<br><br>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<br>- la dénomination usuelle du déchet ;<br>- le code du déchet entrant [...] ;<br>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du CE ;<br>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;<br>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets [...] ;<br>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;<br><br>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :<br>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;<br>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;<br>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;<br>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du CE ;<br>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du CE, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;<br>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du CE ;<br><br>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :<br>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;<br>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;<br>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| <b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis post-inspection le 21/04/2022, un extrait de son registre de déchets entrants de 2020 à avril 2022.<br>Après contrôle du registre des déchets entrants, il apparaît que les informations suivantes sont manquantes au registre papier transmis :<br>- la dénomination usuelle du déchet<br>- le numéro SIRET du producteur initial du déchet quand il s'agit d'une personne morale<br>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du CE (exemple pour les DEEE)<br>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du CE, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant<br><br>Les quantités sont renseignées en Kg.   |

**Demande n°2022-02 :** L'exploitant devra compléter son registre des déchets entrants en ajoutant les éléments constatés manquants sur la version papier ou apporter les justificatifs du bon renseignement de ces éléments dans son registre informatique.

La traçabilité des déchets a également fait l'objet d'un contrôle documentaire. Pour plusieurs producteurs initiaux, notamment des déchèteries, le code **16 01 06**, correspondant au libellé "véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux", sont renseignés. Or, après vérification, ces producteurs ne sont ni autorisés, ni agréés pour procéder à la dépollution de VHU.

Un certain nombre de garages et de particuliers sont également concernés par l'application de ce code déchet dans le registre des déchets entrants.

**Demande n°2022-03 :**

- L'exploitant devra justifier la codification 16 01 06 pour les producteurs de déchets non autorisés et non agréés pour ce type de production de déchets.

S'il s'agit d'une erreur de codification, il devra veiller à la bonne utilisation et application des codes déchets dans ses registres.

Si ce n'est pas une erreur, l'exploitant devra demander une copie de l'autorisation et de l'agrément justifiant l'activité de dépollution de VHU auprès des producteurs initiaux concernés. Sans justification, il devra cesser immédiatement la prise en charge de ces VHU dépollués provenant de ces producteurs non autorisés et non agréés et le signaler à l'inspection des installations classées.

- L'exploitant devra transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets correspondants aux numéros suivants : 050120101, 183848-0, 07012101, 183903-0, 06012103, 01022102, 186158-0.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet